

Catastrophe pour Schiappa et Taubira : c'est une Nigériane qui est l'esclavagiste majeure de ce siècle

écrit par Maxime | 26 octobre 2019



Europol présente la nigériane Jessica Edosomwan comme une esclavagiste majeure de ce siècle

Caca-tastrophe pour Schiappa et Taubira...

Oui, sans doute auraient-elles rêvé que ce fût un homme blanc, Français de souche forcément descendant d'esclavagistes du commerce triangulaire. Pas d'bol, de une,

c'est une femme, de deux, c'est une immigrée nigériane noire.

Et voilà qui périlclite tout le fonds de commerce de Dame Schiappa, terrée au fond de sa boutique comme une Césarienne Birotteau pourchassée par ses créanciers.

Merdouille, pas de « féminicide » en vue et l'écriture inclusive n'a qu'à bien se tenir : même Europol l'écrit, « le crime n'a pas de genre », qu'il s'agisse des victimes comme des coupables...

Quant à Taubira, sans doute espère-t-elle que la justice finira par blanchir Jessica Edosomwan ! Car Dame Taubi n'avait pas prévu le coup en faisant voter sa loi mémorielle en 2001, loi qui déterrera un passé plus que lointain...

A moins que Dame Taubi voulût ainsi mieux faire oublier que de nos jours, l'esclavage dit « moderne » se pratique surtout entre gens de la même origine, immigrés africains, dans un cercle familial élargi dans bien des cas, ou constitue un privilège halal entre les mains de quelque princesse pétrolière argentée...

Bref, ces deux-là ont pris un sacré coup de vieux tout d'un coup : Taubi a quelques 400 ans de retard à force de regarder dans le rétroviseur, et le costume vintage de Schiappa revêtue du look de la féministe des années 1960 dans une société qui a profondément changé a pris la poussière.

Si nous sommes semble-t-il débarrassés politiquement de Dame Taubi, mais pas de ses avatars et épigones, ça sent de plus en plus la porte de sortie pour Schiappa. Laquelle se fait d'ailleurs assez discrète ces derniers temps ; peut-être cherche-t-elle à se mettre à l'abri, comme ça sent le roussi ? Son pseudo-néoféminisme commence à battre de l'aile...

<https://www.ladepeche.fr/2019/10/18/qui-est-jessica-edosomwa>



L'Agence européenne de police criminelle Europol lance un appel pour retrouver ses 18 criminels les plus recherchés sur le continent. La police française a choisi le visage de Jessica Esohe Edosomwan pour l'Hexagone. Cette Nigériane est mise en cause dans une affaire de traite d'êtres humains et de proxénétisme aggravé entre Nîmes, Lyon et Montpellier. La femme la plus recherchée en France, [l'un des 18 visages des « Most wanted criminals » d'Europol](#), c'est elle. Jessica Edosomwan est une Nigériane mise en cause dans une affaire de traite des êtres humains et proxénétisme aggravé. Âgée de 26 ans, Jessica Edosomwan est la seule personne manquante dans cette tentaculaire affaire jugée à Lyon le mois prochain.

L'agence européenne de police criminelle lance un appel ces jours-ci pour la retrouver. En tout, 26 personnes ont été arrêtées et mises en examen dans le démantèlement d'un énorme réseau de prostitution contrôlé par un pasteur

nigérian vivant à Montpellier, qui exploitait une soixantaine de femmes en France. Elles ont depuis été prises en charge par des associations.

Jessica Edosomwan était une « mama » de ce réseau, explique Jacques Croly Labourdette, patron de la brigade nationale de recherche des fugitifs (BNRF). La « mama », « s'occupait des filles » mais avait aussi pour mission de prospecter au Nigéria pour trouver de nouvelles recrues. Celles-ci étaient acheminées en France clandestinement, via la Libye.

Des prostituées soumises à un « rite vaudou »

Arrivées en France, elles se voyaient assigner une dette de 50 000 à 60 000 euros et devaient se prostituer à Lyon, Nîmes ou Montpellier dans des camionnettes. Pour assurer leur emprise, les proxénètes menaçaient les prostituées de représailles sur leurs familles au pays.

Elles étaient également soumises à un « rite vaudou », le « juju », qui était « terrible pour elles, bien plus que les menaces », selon le patron de la BNRF. Jessica Edosomwan s'occupait aussi du transfert et du blanchiment d'argent au Nigéria. En lançant cet appel à témoins via les « Most wanted » d'Europol, les enquêteurs français espèrent obtenir de nouveaux renseignements. La jeune femme pourrait en effet se trouver au Bénélux, en Italie ou en Allemagne où existent des réseaux similaires.

Une filière nigériane implantée durablement

Lors du premier coup de filet des enquêteurs de l'Office central pour la répression de la traite des êtres humains (OCRTEH) en septembre 2017, 16 premières personnes avaient été arrêtées à Lyon, au Havre, à Nîmes mais aussi au Portugal et en Italie.

Après 15 mois d'enquête, les policiers avaient estimé que l'argent récolté par le réseau, entre 100 000 et 150 000 euros par mois, repartait très rapidement vers le Nigeria. La « tête de réseau », le pasteur, possédait également plusieurs biens immobiliers à Lyon et au Nigeria, selon une source policière.

Dans son rapport annuel présenté en juillet, le service de renseignement criminel de la police nationale constatait « l'implantation durable des filières étrangères: Nigeria, Roumanie, Chine et Brésil » dans la prostitution en France.